

MOTION

Participer au désinvestissement dans l'industrie fossile : une question de survie

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier les bases légales afin que les institutions de droit public telles que la Banque cantonale, la Caisse de pensions du personnel de l'Etat, BKW ne puissent plus investir dans l'extraction d'énergie fossile et désinvestissent d'ici cinq ans.

La violence des récentes intempéries en Europe, tout particulièrement en France et en Allemagne, a démontré la réalité et la gravité des changements climatiques. Combien de catastrophes de ce type allons-nous encore accepter de subir avant de prendre conscience de l'impact de notre mode de vie et de consommation sur l'état de la Planète ?

Nous devons nous libérer des énergies fossiles. Pour changer de cap, la transition énergétique doit notamment être pensée, planifiée et organisée depuis le haut des institutions publiques. Mais comme elles n'y arrivent pas encore, il revient aux responsables politiques d'exercer une pression pour les obliger à faire mieux. Il faut en particulier mettre de toute urgence un couvercle sur la production d'énergies fossiles : ce que les pouvoirs publics ont tant de peine à entreprendre, eux dont l'action porte exclusivement, et de manière souvent timide et inefficace, sur les émissions de CO₂.

S'occuper uniquement des émissions, c'est tenter de convaincre des millions de personnes de ne pas utiliser une énergie abondante et bon marché. Se pencher sur la production, c'est resserrer l'étau sur la responsabilité écrasante de quelques acteurs industriels. C'est déplacer le regard depuis des bilans personnels d'émissions, aujourd'hui irréconciliables avec les équilibres du climat, vers le système énergétique. C'est relier l'individu - son mode de transport, son logement, son alimentation, sa consommation - au collectif pour construire ensemble une véritable transition énergétique.

Au regard d'un problème aussi global que le changement climatique, le nombre d'entreprises au coeur du développement hyper intensif en carbone depuis le milieu du XVIII^e siècle est extrêmement faible. Sur les 90 étudiées par Richard Heede, consultant et chercheur indépendant en énergie, 50 sont privées et 40 sont publiques. Elles sont responsables respectivement de 21,6 % et 43,2% des émissions totales de CO₂ et de méthane (CH₄). Vingt parmi elles sont responsables de 29,34 % des émissions totales de CO₂ et de méthane.

Les entreprises d'énergie fossiles ne se contentent pas de saboter les négociations destinées à fixer des objectifs politiques ambitieux de baisse des émissions. Elles animent aussi des campagnes de désinformation et publient des études « scientifiques » bidons dans le seul but d'alimenter le doute. En cultivant le doute pour paralyser l'action, elles ne cessent de retarder la prise en charge sérieuse du changement climatique alors que l'urgence est totale.

Tant que leur influence économique et politique dominera, ces entreprises et les Etats qui les soutiennent continueront d'entraîner l'humanité vers une hausse de la température de +4 degrés C ou plus +5 degrés C, c'est-à-dire à la catastrophe.

La campagne internationale de désinvestissement d'énergies fossiles a pour but de pousser les institutions qui gèrent l'épargne collective - banques, fonds de pension, entreprises dans lesquelles l'Etat détient une majorité d'actions - à retirer leur argent des entreprises d'énergie fossiles. Elle apporte un appui indispensable aux luttes qui, partout dans le monde, ont lieu contre l'extraction excessive d'hydrocarbures. Il est indispensable de soutenir le désinvestissement, car il envoie un signal, celui que l'ère de brûler ce que vous voulez quand vous voulez ne peut pas continuer.